

## DECLARATION SUR LA CRISE FINANCIERE MONDIALE

Original: anglais

La crise financière qui affecte profondément le monde aujourd'hui a été d'une importance primordiale lors des discussions du Présidium de l'Internationale Socialiste réuni au siège des Nations Unies à New York le 26 septembre 2008, conjointement avec la 63ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Pour le mouvement social-démocrate mondial, les signes annonciateurs de l'échec massif du système financier international actuel n'ont été que trop évidents, comme l'avait affirmé l'Internationale Socialiste lors de nombreuses occasions précédentes. Les politiques de laissez-faire étaient au centre d'un modèle économique qui opère depuis les trois dernières décennies, avec aucun compas moral, et dans lequel la cupidité irresponsable allait de paire avec une gestion politique pauvre et des politiques régulatrices inexistantes ou inadéquates. Au sein du système de gouvernance actuel, un nombre restreint a pu prendre des décisions au niveau financier affectant des millions de citoyens, dans un contexte où les politiques et la responsabilité étaient absentes ou dévalorisées.

La domination des marchés spéculatifs combinés à un système financier non régulé ont mené à des politiques non viables fondées non pas sur une réelle croissance économique mais sur l'argent créant l'argent. Pour le mouvement social-démocrate mondial, les temps actuels constituent un moment décisif, dans lequel les priorités et alternatives réelles doivent maintenant être placées au centre de l'agenda politique pour nous guider et nous sortir de cette crise. Nous ne vivons pas une ère de changement mais un changement d'ère, et les préoccupations financières, économiques, sociales et environnementales doivent être intégrées dans une feuille de route politique progressiste qui devra donner la priorité aux gens.

Un nouveau paradigme et des solutions réelles devraient être basés sur un renforcement des partenariats dans la dimension Nord-Sud et dans les dimensions régionales, renforçant le processus politique légitime à travers les frontières pour traiter les problèmes interdépendants, tels que l'augmentation des prix des denrées alimentaires, l'augmentation des coûts de l'énergie et faire face aux désastres naturels. Elles doivent également redresser les déséquilibres économiques et sociaux et répondre aux besoins réels des citoyens en ce qui concerne la santé, la sécurité sociale, l'éducation et du travail décent. Pour atteindre ces objectifs, une cohérence politique est nécessaire et non pas une conditionnalité politique comme ce fut le cas par exemple, pendant trop longtemps, avec les pays en développement.

L'effondrement des politiques néolibérales présente deux défis spécifiques qui doivent être surmontés. Tout d'abord, la réponse à la crise ne devrait pas répéter les mêmes concepts mal fondés du passé, et ensuite, leur effondrement ne mènera pas nécessairement à un renforcement des politiques progressistes, mais pourrait voir l'émergence de politiques fondamentalistes de l'extrême droite causées par la peur et la marginalisation. L'Internationale Socialiste, s'engage donc à mettre en avant une vision de responsabilité mondiale, de politiques et de régulation qui ne devraient pas mener à des privatisations continues du profit et à la socialisation des pertes, et qui devrait regagner la confiance des citoyens avec une gouvernance financière transparente et durable, incluant l'établissement d'une Organisation financière mondiale.

L'Internationale, dans son soutien continu à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) a souligné lors de cette session actuelle de l'Assemblée générale des

Nations Unies le besoin urgent de ne pas porter atteinte à leur réalisation au milieu de cette instabilité financière mondiale. Le Présidium lance un appel pour que des résultats concrets soient produits lors de la Conférence pour le financement du développement qui se tiendra à Qatar plus tard dans l'année, alors que la communauté internationale court le danger de régresser dans ses efforts pour s'attaquer à la pauvreté et aux inégalités mondiales.

Avec l'objectif spécifique d'établir des recommandations et une feuille de route pour sortir de cette crise financière, le Présidium décide de l'établissement d'une Commission de l'Internationale Socialiste sur les questions financières mondiales pour présenter des propositions claires et opportunes, réaffirmant le rôle des politiques progressistes dans la construction d'une économie juste, viable et humaine pour tous les citoyens du monde.